

Affaires courantes

l'impôt sur le revenu est injuste à l'égard des familles qui décident de s'occuper elles-mêmes de leurs membres qui sont d'âge préscolaire ou qui sont des personnes handicapées, des malades chroniques ou des personnes âgées.

Les pétitionnaires prient donc le Parlement de poursuivre ses initiatives pour éliminer les injustices fiscales contre les familles qui décident de s'occuper elles-mêmes de leurs membres qui sont d'âge préscolaire ou qui sont des personnes handicapées, des malades chroniques ou des personnes âgées.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Jack Frazer (Saanich—Les Îles-du-Golfe, Réf.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une pétition dûment certifiée par le greffier des pétitions et portant les signatures de 98 électeurs de Saanich—Les Îles-du-Golfe et des environs.

Les pétitionnaires prient le Parlement de ne pas modifier la Loi canadienne des droits de la personne ni la Charte canadienne des droits et libertés pour y inscrire l'expression «orientation sexuelle».

M. RICHARD CARROLL

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'interviens pour présenter à la Chambre une pétition portant 263 signatures.

La pétition est signée par des électeurs de Cumberland—Colchester qui souhaitent que le gouvernement n'oblige pas injustement M. Richard Carroll de Stewiacke, en Nouvelle-Écosse, à quitter ce pays pour les États-Unis.

LES DROITS DES GRANDS-PARENTS

Mme Daphne Jennings (Mission—Coquitlam, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais ajouter 125 noms à la liste des signataires de pétitions qui ont déjà été présentées à la Chambre concernant les droits des grands-parents et ceux des petits-enfants. Les pétitionnaires veulent que nous prenions des mesures pour régler le problème qu'ils ont à ce sujet.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une pétition signée par 44 habitants de Smooth Rock Falls qui s'opposent à ce que l'on insère l'expression «orientation sexuelle» dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Ils estiment que le fait d'insérer cette expression dans la loi empiétera sur les droits historiques des Canadiens, notamment sur la liberté de religion, de conscience, de parole et d'association.

LA FISCALITÉ

M. Paul E. Forseth (New Westminster—Burnaby, Réf.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition signée par 385 habitants de la Colombie-Britannique dont bon nombre viennent de ma circonscription, New Westminster—Burnaby.

Les pétitionnaires se disent écrasés par le fardeau fiscal qu'ils doivent assumer en raison des dépenses publiques élevées. Par

conséquent, ils demandent au Parlement de réduire les dépenses publiques au lieu d'augmenter les taxes et d'adopter une loi sur la protection des contribuables qui limiterait les dépenses fédérales.

En présentant cette pétition, les pétitionnaires montrent leur désir d'aider le Canada à surmonter cette crise financière. Je souscris à cette pétition.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Paul E. Forseth (New Westminster—Burnaby, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais présenter une deuxième pétition dont on doit l'initiative à une habitante de ma circonscription, Shelly Sewack, de New Westminster.

Les 57 signataires de cette pétition s'opposent au projet de loi C-41 et demandent aux députés de la Chambre des communes de ne pas l'adopter.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne ou la Charte canadienne des droits et libertés d'une manière pouvant donner l'impression que la société approuve les relations sexuelles entre personnes de même sexe ou l'homosexualité et, notamment, de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne en y insérant l'expression non définie «orientation sexuelle» parmi les motifs de distinction illicite.

LES DÉLINQUANTS DANGEREUX

Mme Jan Brown (Calgary—Sud-Est, Réf.): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition qui est présentée au Parlement dans la foulée des mesures prises par des électeurs qui veulent empêcher la libération anticipée de Robert Paul Thompson.

• (1515)

Les pétitionnaires que je représente veulent rendre les rues plus sûres pour les habitants de nos villes. Ils sont contre la pratique actuelle de libérer des criminels violents avant qu'ils aient purgé toute leur peine.

Les pétitionnaires demandent qu'on fasse en sorte d'améliorer la sécurité de nos villes pour les citoyens respectueux de la loi et les familles des victimes de meurtriers condamnés.

Mme Bakopanos: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis désolée, mais j'ai manqué ma chance quand vous avez fait l'appel du dépôt de rapports de comités. Puis-je présenter mon rapport maintenant?

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Mme Eleni Bakopanos (Saint-Denis, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le cinquième rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration portant sur des nominations par décret.